

Monsieur NEIGE rappelle qu'à la suite d'une première demande de Madame JORTIE, enseignante à CHATEAU SALINS, domiciliée à Ludres, le Conseil Municipal, par délibération du 2 septembre 1982, avait accepté de servir d'intermédiaire pour le versement de la participation aux frais de scolarisation en maternelle réclamée à Madame JORTIE pour son enfant, par le Syndicat Scolaire du Canton de CHATEAU SALINS.

La légalité de cette décision a été contestée par Monsieur le Préfet, Commissaire de la République de Meurthe-et-Moselle, et le Conseil Municipal s'est vu contraint de revenir sur sa première décision, lors de la séance du 30 septembre 1982.

A la suite de quoi, Madame JORTIE a été avisée par le Syndicat Scolaire de CHATEAU SALINS, s'appuyant sur l'article 9 de ses statuts, que son enfant ne pourrait plus être scolarisé à CHATEAU SALINS à partir du 1er janvier 1983. Cet article stipule que :

"Des élèves des communes non membres du Syndicat pourront être admis exceptionnellement à fréquenter les établissements scolaires, à condition que la commune d'origine s'engage à acquitter auprès du Syndicat Scolaire le montant de la participation due au titre du nombre d'élèves, nombre qui sera multiplié par deux, et sous réserve d'un avis favorable de Monsieur l'Inspecteur Départemental de l'Education Nationale".

Il est à remarquer que ces statuts, établis le 26 janvier 1981, ont été approuvés par les autorités préfectorales concernées, qui n'ont manifestement pas le même point de vue que leurs homologues de Meurthe-et-Moselle. C'est en fait cette interprétation différente des textes qui est à l'origine des difficultés rencontrées par Madame JORTIE.

Il conviendrait, par conséquent, de trouver une solution qui permettrait à l'enfant JORTIE de continuer à fréquenter l'école maternelle de CHATEAU SALINS, en attendant qu'aboutissent les différentes démarches entreprises par Madame JORTIE pour arriver à une unité de vue des autorités préfectorales concernées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- s'engage à verser, à titre tout à fait exceptionnel, la participation de 1.400 Frs réclamée par le Syndicat Scolaire du Canton de CHATEAU SALINS pour la scolarisation de l'enfant JORTIE, pour l'année 1983 uniquement.

- s'étonne que la légalité de l'article 9 des statuts du Syndicat Scolaire du Canton de CHATEAU SALINS n'ait pas été contestée, en vertu de l'article 1 de la loi du 16 juin 1881 sur la gratuité de l'enseignement public.